Pays basque : une famille de pharmaciens condamnée pour une fraude à la CPAM de 1,2 million d’euros. Prison ferme, mais sans détention, 350 000 euros d’amendes et près de 1,5 million d’euros de dommages et intérêts

17/02/2026 à 18h59



Une famille de pharmaciens, Olivier, André et Marie, a été reconnue coupable, mardi 17 février, du détournement d’1,2 million d’euros d’argent public. Le tribunal judiciaire de Bayonne a notamment prononcé deux peines de prison ferme, 350 000 euros d’amendes et près d’1,5 million d’euros de dommages et intérêts divers. Aucun des prévenus n’ira cependant en prison.

Il leur était reproché d’avoir détourné plus d’1,2 million d’euros au détriment de l’assurance maladie, entre 2011 et 2018. Le tribunal judiciaire de Bayonne a reconnu ces trois pharmaciens coupables des faits d’escroquerie, blanchiment et recel. Le père, la mère et le fils réunis dans cette

entreprise de détournement du bien commun. L'énoncé du délibéré, ce mardi 17 février, prend la forme d'une longue litanie de peines. De la prison ferme pour deux des prévenus, des amendes cumulées à hauteur de 350 000 euros et plus de 1,5 million d'euros de dommages et intérêts divers. Aucun des prévenus n'ira cependant en prison. […]

Leur combine consistait à facturer des médicaments qu'ils ne délivraient jamais aux clients. De préférence des traitements coûteux, comme des antirétroviraux (notamment utilisés pour traiter le VIH), donc le prix unitaire peut atteindre 1 000 euros. Les pharmaciens réalisaient des factures fictives et des ordonnances falsifiées. Les vrais faux remboursements de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) terminaient dans leurs poches. […]

L'enquête dépeint un train de vie luxueux, serti par exemple de montres très haut de gamme. Il apparaît également que les prévenus étaient déjà multipropriétaires par héritage et largement à l'abri du besoin avant la fraude. […] **La justice leur interdit définitivement la profession de pharmacien et pendant dix ans toute activité commerciale. Elle prononce des saisies immobilières à leur encontre.** […]

Sud Ouest